



Annexe des comptes financiers 2018

**UNIVERSITE FEDERALE DE
TOULOUSE MIDI PYRENEES**

Préambule

La présente annexe a pour finalité d'améliorer la qualité comptable et la transparence de l'information financière. Avec le bilan et le compte de résultat, l'annexe forme un tout indissociable : les « comptes annuels », qui sont extraits du compte financier dont le contenu est défini dans le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Le GBCP texte fondamental édicte notamment le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables ainsi que celui de la responsabilité des comptables publics (précisé dans l'article 60 de loi de Finances du 23 février 1963)

L'instruction codificatrice M9 de la direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) relative à la réglementation budgétaire, financière et comptable s'applique à l'établissement.

La loi n°2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (loi LRU) a modifié le Code de l'éducation et a prévu des responsabilités nouvelles pour les établissements d'enseignement supérieur, en matière budgétaire, de gestion des ressources humaines et de suivi de la masse salariale. Le décret n°2008-618 du 27 juin 2008 a défini les règles budgétaires et financières applicables aux ETABLISSEMENTS bénéficiant des responsabilités et compétences élargies (RCE).

Contexte général

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1- Faits caractéristiques, comparabilité, principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1- Faits caractéristiques de l'exercice

Le passage de l'Université Fédérale aux responsabilités et compétences élargies en septembre 2018 instaurant une certification des comptes pour l'exercice.

Il est à noter que le transfert de la masse salariale lié à cette nouvelle compétence n'a été effectif qu'en janvier 2019.

Au niveau patrimonial, le Bâtiment de l'Allée Jules Guesde à Toulouse n'a pas été enregistré au bilan en attendant l'évaluation par France Domaine.

Des travaux menés dans le cadre de la mise à disposition de bâtiments ont nécessité des corrections apportées au bilan d'ouverture (2,5 M€) qui ont été inscrites sur le compte de report à nouveau (110 ou 119) conformément aux dispositions prévues pour les comptes de l'Etat.

1.2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

Application du décret GBCP du 7 novembre 2012 et présentation des comptes annuels conformément aux réglementations françaises applicables aux Etablissements Publics à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel : réglementation M9.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes,

ainsi qu'aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice est caractérisé par :

- Des travaux menés dans le cadre de la mise à disposition de bâtiments ont nécessité des corrections apportées au bilan d'ouverture qui ont été inscrites sur le compte de report à nouveau (110 ou 119) conformément aux dispositions prévues pour les comptes de l'Etat.

2- Notes relatives aux postes de bilan

2.1- Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées essentiellement de logiciels. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service. Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.

Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets, de marques, de propriété littéraire ou artistique.

Seuls les logiciels font l'objet d'amortissements selon la durée probable d'utilisation.

Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à 800 € HT sont comptabilisées en charge.

Immobilisations corporelles

Le parc immobilier (biens remis en dotation par l'Etat et biens contrôlés par l'établissement) a été intégré dans la comptabilité aux coûts réels. Les autres immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires).

Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à 800 € HT sont comptabilisées en charge.

Les amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont ainsi calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation envisagée.

Nature des immobilisations	Durée proposée
Constructions	50 ans
Constructions légères	40 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel pédagogique	10 ans
Matériel scientifique	10 ans
Matériel industriel	10 ans
Voitures particulières ou autre matériel de transport	5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Matériel informatique et bureautique	5 ans

A noter que ces investissements peuvent faire l'objet de l'attribution de subventions d'investissement inscrites au passif du bilan et reprises au rythme des amortissements des biens financés (en fonction de la réglementation en vigueur).

Le financement par l'État (ou par un autre tiers), figurant au passif et rattaché à un actif d'un établissement public, doivent désormais évoluer symétriquement à l'actif qu'il finance (Cf. Avis du CNOCP du 8 décembre 2011). Ainsi, pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des bâtiments dont l'amortissement est neutralisé par la reprise du compte 104, lorsqu'un financement est rattaché.

Tableau de variation des immobilisations :

Situation des mouvements	Immobilisations brutes au début de l'exercice	Augmentations - entrées de l'exercice	Immobilisations brutes à la fin de l'exercice
Immobilisations Incorporelles	1 544 715	289 729	1 834 444
Immobilisations Corporelles	60 804 253	260 694	61 064 947
Immobilisations Corporelles-en cours/acomptes	2 557 370	2 804 168	5 361 538
Immobilisations Financières/Dépôt	205 420 000	0	205 420 000
TOTAL	270 326 338	3 354 591	273 680 929

Tableau de variation des amortissements :

COMPTES	NATURE	31/12/2017	AUG. (d/681)	Reprises sur Amortissements (c/7813)	Corrections Bâtiments (compte 28)	Amorti. cumulés solde 31/12/2018
280	Amortissements immobilisations	941 489	1 580 978	1 726 214	2 545 797	7 499 254
281	Amortissements immobilisations corporelles	0				
28	Total Amortissement	941 489	1 580 978	1 726 214	2 545 797	7 499 254

Tableau des immobilisations nettes à la clôture :

	Brut cumulé en fin de l'exercice	Amortissements nets de l'exercice	Net en fin de l'exercice
Immobilisations	62 899 391	7 499 254	55 400 137
Immobilisations en cours	5 361 538	0	5 361 538
Immobilisations financières	205 420 000	0	205 420 000
TOTAL	273 680 929	7 499 254	266 181 675

2.2- Créances

Les créances sont inscrites en comptabilité à leur valeur nominale. Sans diligence de la part de l'agence comptable, elles sont éteintes au bout de quatre ans.

Sont inscrits sous cette rubrique toute créance client restant à recouvrer :

Créances	Montant Brut	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an	Echéance non déterminable
Créances clients	1 494 720	1 494 720	0	0
Autres créances	871 487	871 487	0	0
Créances sociales et fiscales	272 407	272 407	0	0
Produits à recevoir	354 253	354 253	0	0
TOTAL	2 992 867	2 992 867	0	0

2.3- Valeurs mobilières de placement

Sans objet

2.4- Capitaux propres

La situation nette a évolué comme suit pendant l'exercice :

Situation des mouvements	Situation début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Situation fin d'exercice
Financements Etat	18 705 717	1 327 217	1 662 893	18 370 041
Réserves	8 865 656	1 124 166	0	9 989 822
Report à nouveau	-1 114 990	0	8 243 820	-9 358 810
Résultat de l'exercice	-7 108 799		17 137 435	-24 246 234
Subventions d'investissements	41 129 980	1 870 000	2 609 119	40 390 861
Situation nette	60 477 565	4 321 383	29 653 267	35 145 680

Il est à noter des corrections d'erreurs effectués par le compte de report pour les bâtiments : Rue des Lois, l'Espace Clément Ader et la Maison de la recherche et de la valorisation pour lesquels des corrections d'amortissements et des neutralisations ont été nécessaires pour suivre le rythme d'amortissement (2,5 M€).

Parmi les subventions d'investissement, il y a une subvention de la Région d'Occitanie et de l'INP.

2.5- Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit pendant l'exercice :

Situation des mouvements	Provisions au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Autres provisions (Dédits-FDR-MOP)	2 966 111	4 870 304	0	7 836 415
Provisions GER	178 955	671 962	0	850 917
Provisions CET	0	34 020	0	34 020
Provisions CET-charges	0	3 028	0	3 028
Situation nette	3 145 066	5 579 314	0	8 724 380

2.6- Dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		échéance à moins d'un an	échéance à plus d'un an	échéance non déterminable
Dettes financières	249 697 979	915 580	248 782 398	0
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	17 916	17 916	0	0
Dettes fiscales & sociales	145 592	0	0	145 592
Charges à payer	1 461 349	1 461 349	0	0
Recettes à classer ou à régulariser	14 984 587	14 984 587	0	0
Avances sur subventions	10 550 438	10 550 438	0	0
Total	276 857 860	27 929 869	248 782 398	145 592

Les dettes financières correspondent à la dotation non consommable pour l'Opération Toulouse Campus (205 M€) et aux emprunts contractés auprès de la CDC et la BEI.

2.7- Détail des charges à payer

Type de charges à payer	Montant
Fournisseurs - factures non parvenues	1 111 669
Fournisseurs - achats d'immobilisations	246 509
Congés payés	75 555
Congés payés- charges sociales	27 615
TOTAL	1 461 348

3- Notes relatives aux postes du compte de résultat

Les charges et les produits sont enregistrés suivant les principes comptables généralement admis.

L'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées (UFTMiP) se décompose en 4 budgets autonomes regroupés dans un budget agrégé :

- 1) Un « **établissement support** » avec une structure budgétaire regroupant l'activité des Départements (Direction Formation et Vie Etudiante, Département Recherche et Doctorat, Direction des Relations Européennes et Internationales) et des services de l'UFTMP (Service Numérique, Services généraux).

Trois services gérés en comptabilité distincte (SACD) :

- 2) Le Service Inter-établissements de Coopération Documentaire (**SICD**)
- 3) La Maison Universitaire Franco-Mexicaine (**MUFRAMEX**)
- 4) Le Service Immobilier et Aménagement (**SIA**) supportant l'opération CAMPUS. Celui-ci présente un budget atypique avec le recours à l'emprunt et le reversement de fonds aux Etablissements maître d'ouvrage des opérations immobilières.

En particulier :

- la subvention de fonctionnement du Ministère de Tutelle est attribuée pour l'année civile.

Le compte de résultat dégage le solde provenant de l'enregistrement des mouvements des charges et produits pour une période donnée (1er janvier au 31 décembre), par différence, afin de faire apparaître le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Les charges sont classées en trois catégories :

- Les charges d'exploitation sont les coûts occasionnés par l'activité normale de l'exercice ; elles englobent la Masse Salariale, les dotations aux amortissements et provisions et les consommations en provenance des tiers ;
- Les charges d'intervention sont des aides versées par l'établissement dans le cadre de dispositifs d'intervention pour compte propre. Ces versements effectués interviennent dans le cadre d'opérations de distribution d'aides à des catégories de bénéficiaires clairement identifiées (étudiants-personnel-associations...), sans contrepartie équivalente et comptabilisable, et pour lesquelles l'établissement dispose d'une certaine marge de décision lors de l'attribution.
- Les charges financières correspondent au coût de financement externe de l'établissement (emprunt) :

Les produits sont classés en deux catégories :

- Les produits d'exploitation sont les ressources produites par l'activité normale de l'exercice ; ils englobent la dotation de fonctionnement de l'Etat ainsi que la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat et les reprises sur provisions ;
- Les produits financiers.

Le compte de résultat fait apparaître un **déficit de 24 M €**

COMPTE DE RESULTAT-2018

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	
		Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	
Achats	1 897 343	Subventions pour charges de service public	1 741 313
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	8 253 559	Subventions de fonctionnement de l'Etat et autres entités publiques	10 073 181
Charges de personnel		Dons et legs	
<i>Salaires, traitements et rémunérations diverses</i>	2 577 578	Produits de la fiscalité affectée (taxe d'apprentissage)	
<i>Charges sociales</i>	891 565	Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	
<i>Autres charges de personnel</i>	159 337	Ventes de biens ou prestations de services	4 956 201
Autres charges de fonctionnement	414 588	Produits de cessions d'éléments d'actif	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	7 160 291	Autres produits de gestion	132 656
		Production stockée et immobilisée	
		Autres produits	
		Reprises amortissements, dépréciations et provisions	1 726 214
		Reprises du financement rattaché à un actif	
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	21 354 262	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	18 629 566
CHARGES D'INTERVENTION		PRODUITS FINANCIERS	
Dispositif d'intervention pour compte propre		Gains de change	0
<i>Transfert aux autres établissements</i>	21 143 500	Autres produits financiers	
TOTAL DES CHARGES D'INTERVENTION	21 143 500		
CHARGES FINANCIERES			
Charges d'intérêt	378 039		
Pertes de change			
Autres charges financières	0		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	378 039	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	0
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)		RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	24 246 234
TOTAL DES CHARGES	42 875 800	TOTAL DES PRODUITS	42 875 800

3.1- Résultat d'exploitation

En €	N	N-1	Variation
Prestations de service	1 252 448,23	438 197,42	185,82%
Activités annexes	3 703 753,09	3 281 907,20	12,85%
Subvention MENSUR	1 741 313,00	1 440 877,00	20,85%
Autres subventions Etat	2 124 397,99	6 000,00	35306,63%
ANR	3 169 107,42	10 703 616,06	-70,39%
Autres subventions	4 779 675,41	2 806 855,63	70,29%
Produits divers de gestion courante	132 656,16	193 154,36	-31,32%
Neutralisation amortissements	1 726 214,44	57 716,26	2890,86%
Produits d'exploitation	18 629 565,74	18 928 323,93	-1,58%
Achats / hors fluides	270 989,30	300 424,20	-9,80%
Achats / fluides	1 626 353,21	1 255 141,86	29,58%
Services extérieurs / hors colloques	6 609 923,98	6 138 026,02	7,69%
Frais de colloques	1 630 382,72	58 921,60	2667,04%
Impôts et taxes	13 252,76	73 697,46	-82,02%
Frais de personnel	2 577 578,22	2 707 167,11	-4,79%
Charges sociales et fiscales	1 050 901,80	1 087 308,25	-3,35%
Charges courantes	414 588,15	716 168,65	-42,11%
Charges d'intervention (transferts)	21 143 500,00	10 158 217,00	108,14%
Dotation aux amortissements	1 580 977,62	419 745,82	276,65%
Dotation aux provisions	5 579 313,85	3 145 066,00	77,40%
Charges d'exploitation	42 497 761,61	26 059 883,97	63,08%
Résultat d'exploitation	-23 868 195,87	-7 131 560,04	

3.2- Résultat financier

En €	N	N-1	
Autres produits financiers	0,00	214 541,37	-100,00%
Produits financiers	0,00	214 541,37	-100,00%
Charges financières diverses	378 038,50	189 941,37	99,03%
Charges financières	378 038,50	189 941,37	99,03%
Résultat Financier	-378 038,50	24 600,00	

3.4-- Résultat

En €	N	N-1
Résultat d'exploitation	-23 868 195,87	-7 131 560,04
Résultat Financier	-378 038,50	24 600,00
Résultat :	-24 246 234,37	-7 106 960,04

4- Autres informations

4.1- Evénements postérieurs à la clôture

Néant

4.2- Engagements hors bilan

Pour réaliser toutes les opérations immobilières du **projet Toulouse campus**, l'Université Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées (UFTMiP) bénéficie d'une dotation Opération Campus d'un montant de 350 millions d'euros, générant des intérêts annuels de 14,113 millions d'euros.

Le Comité Inter-administratif de Suivi Général (CISG) du 20 septembre 2016 a décidé de n'autoriser le transfert de la dotation qu'au niveau nécessaire pour les travaux et le recours à l'emprunt pour un premier groupe d'opérations (dénommé « vague A ») :

- PABS-A : Pole AgroBiosciences A
- MB3 : Laboratoire MB3 (Micobiologie, Biocatalyse, Bioproduits, Bioprocédés)
- CBI : Centre de Biologie Intégrative
- MRL : Maison de la Réussite en Licence
- MFJA : Maison de la Formation Jacqueline Auriol.

Le montant de dotation qui a été versée au profit de l'UFTMiP, avec la date d'effet du 01/01/2017, est de 205 M€, générant des revenus annuels de 8 266 625 €

Deux contrats ont été conclus avec des organismes prêteurs pour couvrir la majeure partie des dépenses d'investissement relatives à ce groupe d'opérations immobilières :

- un contrat de financement auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), correspondant à un montant de crédit de 52 M€, qui a été signé le 24 février 2017 par l'UFTMiP et le 7 mars 2017 par la BEI ;
- un contrat de prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), correspondant à un montant de prêt maximum de 41 M€, qui a été signé par l'UFTMiP et la CDC le 21 décembre 2016.

La situation des engagements et des crédits de paiements au 31.12.2018 est la suivante :

Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriann Coût total de l'opération	Exécution					Restes à payer		Restes à réaliser	
			AE consommés les années antérieures	AE consommés en 2018	TOTAL des AE consommés	CP consommés les années antérieures	CP consommés en 2018	TOTAL des CP consommés	Sur les AE consommés	Solde à engager	Solde à payer
PABS-A	Personnel										
OPE-2017-0013	Fonctionnement et intervention	5 574 000		0	5 574 000	5 574 000	0	5 574 000	0	0	0
	Investissement										
MB3	Personnel										
OPE-2017-0014	Fonctionnement et intervention	20 550 000	20 550 000	0	20 550 000	5 515 000	6 500 000	12 015 000	8 535 000	0	8 535 000
	Investissement										
CBI	Personnel										
OPE-2017-0011	Fonctionnement et intervention	32 996 000	32 996 000	0	32 996 000	3 500 000	7 500 000	11 000 000	21 996 000	0	21 996 000
	Investissement										
MRL	Personnel										
OPE-2017-0017	Fonctionnement et intervention	26 964 000	1 831 000	25 133 000	26 964 000	2 710 000	6 300 000	9 010 000	17 954 000	0	17 954 000
	Investissement										
RPHY	Personnel										
OPE-2017-0019	Fonctionnement et intervention	7 564 000	1 043 334	0	1 043 334	536 667	30 000	566 667	476 667	6 820 666	7 297 333
	Investissement										
PABS-B	Personnel										
OPE-2017-0021	Fonctionnement et intervention	12 337 000	997 000	0	997 000	475 000	400 000	875 000	122 000	11 340 000	11 462 000
	Investissement										
MEP	Personnel										
OPE-2017-0023	Fonctionnement et intervention	5 430 000	505 000	0	505 000	180 000	145 000	325 000	180 000	4 925 000	5 105 000
	Investissement										
CMP	Personnel										
OPE-2017-0025	Fonctionnement et intervention	42 820 000	0	0	0	0	0	0	0	42 820 000	42 820 000
	Investissement										
ESME	Personnel										
OPE-2017-0027	Fonctionnement et intervention	15 126 000	2 500 000	0	2 500 000	2 250 000	250 000	2 500 000	0	12 626 000	12 626 000
	Investissement										
GEOTECH	Personnel										
OPE-2017-0029	Fonctionnement et intervention	8 105 000	0	0	0	0	0	0	0	8 105 000	8 105 000
	Investissement										
4TP1	Personnel										
OPE-2017-0031	Fonctionnement et intervention	1 751 000	0	0	0	0	0	0	0	1 751 000	1 751 000
	Investissement										
MIBS	Personnel										
OPE-2017-0035	Fonctionnement et intervention	4 985 000	0	0	0	0	0	0	0	4 985 000	4 985 000
	Investissement										
CAP	Personnel										
OPE-2018-0006	Fonctionnement et intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Investissement	722 500	0	0	0	0	0	0	0	722 500	722 500
TOTAL PLAN CAMPUS		184 502 000	65 996 334	25 133 000	91 129 334	20 740 667	21 125 000	41 865 667	49 263 667	93 372 666	142 636 333
MFJA	Personnel										
OPE-2016-0033	Fonctionnement et intervention										
	Investissement	39 130 000	24 490	4 266 280	4 290 770	814 486	1 344 250	2 158 736	2 132 034	34 839 230	36 971 264
TOTAL MFJA		39 130 000	24 490	4 266 280	4 290 770	814 486	1 344 250	2 158 736	2 132 034	34 839 230	36 971 264
CONV MRV	Personnel										
OPE-2016-0027	Fonctionnement et intervention										
	Investissement	988 300	884 119	34 459	918 578	74 252	673 140	747 392	171 186	69 722	240 908
TOTAL Conv MRV		1 000 000	895 819	34 459	930 278	85 952	673 140	759 092	171 186	69 722	240 908
AMO TOULOUSE CAMPUS	Personnel										
OPE-2016-0050	Fonctionnement et intervention	900 919	735 338	55 581	790 919	541 299	72 059	613 358	177 561	110 000	287 561
	Investissement										
TOTAL AMO Toulouse Campus		900 919	735 338	55 581	790 919	541 299	72 059	613 358	177 561	110 000	287 561
CIC 36 PONTS	Personnel										
OPE-2016-0043	Fonctionnement et intervention	355 482	333 028	7 702	340 729	193 553	75 943	269 496	71 233	14 753	85 986
	Investissement	2 144 518	1 652 353	239 304	1 891 657	936 583	1 021 984	1 958 567	-66 910	252 861	185 951
TOTAL CIC 36 ponts		2 500 000	1 985 381	247 006	2 232 387	1 130 136	1 097 927	2 228 063	4 324	267 613	271 937

4.3- Effectifs

L'effectif moyen a évolué comme suit sur la période (en ETP) :

	2018	2017
Effectifs Etat (Fonctionnaires)	51.10	33
Effectifs Etat CDD (Postes vacants)	4,8	8
Total Emploi ETAT	55,9	41
Effectifs sur Ressources propres CDI	6	12
Effectifs sur Ressources propres CDD	83.80	83.16
Total Emploi RESSOURCES PROPRES	89.80	95
TOTAL	145.70	136